

Proposition de Comité directeur du PS Suisse

R-1 : Ensemble pour une Suisse sociale et ouverte dans une Europe sociale et prospère – c'est le moment !

La Suisse n'est pas une île: notre succès et notre qualité de vie dépendent de nos échanges avec les états de l'UE ainsi que des nombreuses personnes issues de la migration qui vivent et travaillent dans notre pays. Nous sommes - qu'on le veuille ou non - des Européen-ne-s vivant en Suisse. Le nier remet en cause des principes moraux comme la prospérité de notre pays et revient à mener sa population en bateau. Pour le PS, l'avenir de la Suisse n'est pas concevable autrement que dans le cercle de ses voisins.

A. Pas de repli sur soi

1. Après le **9 février 2014**, le PS ne se résout pas à accepter une Suisse isolée et repliée sur elle-même. Il demeure convaincu que l'ouverture et la solidarité structurent notre société. Il n'en demeure pas moins que l'acceptation – certes de justesse - de l'initiative sur l'immigration de masse constitue un véritable tournant politique. Ses conséquences vont bien au-delà de la seule question de l'immigration et ne peuvent être ni enjolivées, ni encore mesurées dans toute leur ampleur.
2. La **liberté de voyager et le libre choix du lieu de travail**, que Schengen et la libre circulation garantissent sur le plan européen, constituent des droits importants auxquels aucune société ouverte et dynamique du 21^{ème} siècle ne peut renoncer, dans un monde globalisé tel que le nôtre. En ce sens, le PS retient les éléments fondamentaux inscrits dans son papier de position sur la migration, validé par le Congrès de Lugano en 2012 : ces droits à la liberté doivent être maintenus, accompagnés socialement et élargis progressivement au-delà de l'Europe. Car l'Europe, en qualité de continent de migration, a besoin urgemment de modèles légaux d'immigration.

B. Ensemble en Europe

1. L'histoire de l'**Union européenne** est celle des leçons tirées, par les peuples qui la composent, des deux guerres sanglantes qui les ont opposés au siècle dernier. Les nations coopèrent volontairement plus étroitement dans l'espoir de partager paix et prospérité. Par conséquent, ces pays ne se bornent pas seulement à organiser leur marché économique intérieur, mais forment ensemble l'avenir politique de leur continent. Ils ont choisi de dépasser leurs frontières nationales parce que - dans un monde toujours plus globalisé - ils jugent impératif de se fixer et de développer des règles et institutions afin de progresser ensemble. Parmi leurs objectifs : constituer un front commun à la maîtrise planétaire des forces du marché.
2. Le PS Suisse se considère comme **partie intégrante de la social-démocratie européenne**. Pour cette dernière, il va de soi que la coopération européenne et internationale doivent non seulement se poursuivre mais s'intensifier et que les valeurs et les projets socialistes peuvent s'y épanouir. Pour le PS, l'intégration politique à l'Europe est une réponse proactive à l'accélération constante de la globalisation économique. Seule l'ouverture permettra à la politique de reprendre la main ! C'est la condition d'un futur plus juste et plus social.

3. A l'instar de ses homologues européens et au vu de son échec retentissant, le PS appelle à l'**abandon de la doctrine néolibérale** qui s'est notamment imposée au sud de l'Europe sous la forme de programmes d'austérité particulièrement violents. Pour favoriser un tournant socialiste en Europe, le PS s'engage dans la campagne électorale en vue des élections au Parlement européen de mai 2014. C'est d'ailleurs la seule formation politique suisse à le faire. Avec nos partis frères, nous militons pour une Europe politique et sociale et non seulement économique.

C. Des réformes pour une Suisse plus sociale

4. En Suisse, le PS revendique - depuis des décennies - l'introduction de **réformes progressistes et écologiques** dans les domaines du logement, de la fiscalité, de la formation et du travail afin que les fruits de l'ouverture et de la croissance profitent à l'ensemble de la population. Négligées en raison de la doxa néolibérale et à cause d'une majorité de droite qui n'a de cesse d'imposer des programmes d'économies, ces réformes sont aujourd'hui impératives. Elles seules nous permettront de répondre aux craintes - tantôt diffuses, tantôt légitimes - de la population à l'égard de la globalisation.
5. En tant que **principale force de progrès** en Suisse, le PS considère qu'il est de sa responsabilité de faire en sorte qu'il ne soit pas possible - à l'avenir - de soudain justifier la discrimination de certains flux migratoires européens. Il juge totalement inacceptable d'envisager un traitement différencié selon le pays d'origine, l'âge, le sexe, la profession, le niveau de salaire, l'état civil, etc.
6. Le PS exige que **la jeunesse, la science et la recherche** ne fassent pas les frais du manque d'anticipation d'une majorité de circonstance. La Confédération et les cantons doivent mettre à disposition les moyens nécessaires pour que - sans interruption et sur une base de réciprocité - des échanges d'étudiant-e-s demeurent possible même sans participation suisse à Erasmus+.

D. Une voix au chapitre - en Europe aussi

7. Le PS veut croire que la Suisse du futur sera **un pays coresponsable et solidaire** en Europe. Il estime ainsi qu'une éventuelle votation sur la pérennisation des accords bilatéraux ne pourra qu'être couplée avec le développement en profondeur de nos relations avec l'Union européenne. A ce titre, il partage les doutes exprimés, avant le 9 février déjà, par le Conseil fédéral sur l'avenir des accords actuels si aucune réforme fondamentale n'est entreprise.
8. Une réponse aux questions institutionnelles est dès lors plus importante que jamais afin que la Suisse puisse à nouveau bénéficier de la sécurité juridique et d'une interprétation uniforme du droit en vigueur. Pour y parvenir, **toutes les options doivent être examinées**, y compris celle d'une adhésion qui assurerait incontestablement à notre pays une souveraineté et une participation aux décisions maximales dans l'évolution future de l'Union européenne. Il est temps qu'en Suisse aussi il soit à nouveau possible de réfléchir et de se prononcer sur l'idée européenne.